



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 1346

Texte de la question

## CONSÉQUENCES SOCIALES DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Alain Bocquet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Alain Bocquet. Monsieur le Premier ministre, on l'a vu hier et on le verra le 13 juin, le monde du travail refuse de payer les conséquences d'une crise dont il n'est pas responsable et qui le frappe de plein fouet.

Comme Nicolas Sarkozy, vous prétendez vouloir "moraliser" le capitalisme, ce qui est une vraie gageure pour vous ! Demain, vous pouvez franchir un pas décisif, puisque trois propositions de loi des députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine viendront en débat.

Nous proposons l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits, versent des dividendes ou bénéficient de fonds publics. Allez-vous dire oui ou non ?

Nous proposons l'attribution de droits nouveaux aux salariés, l'augmentation des salaires, le SMIC à 1 600 euros, la suppression des stocks options et du bouclier fiscal pour les riches, la création d'un pôle public du crédit. Votre majorité UMP votera-t-elle pour ou contre ?

Un député du groupe UMP. Contre !

M. Alain Bocquet. Par ailleurs, notre résolution propose que la France s'oppose à Bruxelles, qui veut soumettre les services sociaux d'intérêt général aux règles de la concurrence, au nom du traité de Lisbonne. Au passage, personne n'est dupe de votre manœuvre de report de la discussion, au lendemain du scrutin du 7 juin, d'un texte présenté en commun par des députés UMP et PS !

Nos propositions sont très concrètes et elles ont le mérite de la clarté. *Hic Rhodus, hic salta !*

M. Jean-Paul Anciaux. Oh !

M. Alain Bocquet. Demain, ce sera l'occasion de montrer ce dont vous êtes capables ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation*. Monsieur le président Bocquet, ce n'est pas avec de vieilles recettes recyclées que l'on s'attaque à la crise économique du XXI<sup>e</sup> siècle ! *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)*

Depuis le début de cette crise, le Gouvernement et le Président de la République se sont efforcés d'y répondre progressivement en montant en puissance et en appelant à une riposte internationale.

Il s'agit d'abord d'une crise financière : il fallait donc s'attaquer aux racines du mal et vous ne pouvez pas nier que c'est le message de la France qui a porté en la matière. Depuis le mois de septembre et son discours aux Nations unies, le Président de la République, Nicolas Sarkozy plaide pour une refonte du capitalisme mondial, pour un capitalisme d'entrepreneurs, pour un système financier plus régulé. J'observe, monsieur Bocquet, que nous commençons à obtenir des résultats *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR)...*

M. Marcel Rogemont. Oui, 700 000 chômeurs de plus !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. ...puisque c'est grâce à l'action de la France qu'ont été organisées les réunions du G 20, d'abord à Washington, puis à Londres. C'est grâce à ces réunions qu'ont été engagées des réformes importantes en la matière.

Vous le voyez, monsieur Bocquet, sur ces dossiers comme sur beaucoup d'autres, il y a ceux qui parlent et ceux qui agissent *(Rires et exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. Maxime Gremetz. Il y a aussi ceux qui ne répondent pas aux questions !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Force est de constater que, depuis le début de cette crise, le Gouvernement s'attaque aux racines du mal...

M. Maxime Gremetz. À question précise, nous aurions aimé avoir une réponse précise !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État*. Au quotidien, il cherche à mettre en oeuvre des mesures qui préservent l'emploi et destinées à ceux qui sont les plus fragiles et les plus touchés par la crise. C'est ce que nous faisons au quotidien et c'est ce que le Gouvernement continuera à faire. (*Applaudissements sur divers bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain Bocquet](#)

**Circonscription :** Nord (20<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1346

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Industrie et consommation

**Ministère attributaire :** Industrie et consommation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 28 mai 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 28 mai 2009